

SÉNAT

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1970-1971

Annexe au procès-verbal de la séance du 29 juin 1971.

RAPPORT ⁽¹⁾

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE (2) *chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique,*

Par M. Adolphe CHAUVIN,

Sénateur.

(1) Le même rapport est déposé à l'Assemblée Nationale par M. Jean Capelle, sous le numéro 1943 (4^e législ.).

(2) Cette commission est composée de : MM. Georges Lamousse, sénateur, président ; Berger, député, vice-président ; Capelle, député, Adolphe Chauvin, sénateur, rapporteurs ; titulaires : Sallenave, Gissingier, Olivier Giscard d'Estaing, Richoux, Toutain, députés ; André Cornu, Mme Catherine Lagatu, Michel Miroudot, Bernard Lemarié, Jean Fleury, sénateurs ; suppléants : Grondeau, Fraudeau, Caille, Bordage, Marcenet, Couderc, de Montesquiou, députés ; Henri Caillavet, Jacques Pelletier, Maurice Vérillon, Pierre Maille, Fernand Poignant, Jean Noury, Jacques Carat, sénateurs.

Voir les numéros :

Assemblée Nationale (4^e législ.) : 1^{re} lecture, 1752, 1780 et in-8° 422.
2^e lecture, 1857, 1879 et in-8° 453.

Sénat : 1^{re} lecture : 297, 325 et in-8° 125 (1970-1971).
2^e lecture, 370, 379 et in-8° 150 (1970-1971).

Enseignement technologique. — Code du travail.

Mesdames, Messieurs,

M. le Premier Ministre a fait connaître à M. le Président du Sénat et à M. le Président de l'Assemblée Nationale que, conformément à l'article 45, alinéa 2, de la Constitution, il avait décidé de provoquer la réunion d'une Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'enseignement technologique.

La commission s'est réunie le mardi 29 juin 1971, au Palais du Luxembourg, sous la présidence de M. Cornu, sénateur, président d'âge.

Elle a tout d'abord constitué son bureau. Ont été désignés :

Président M. Georges Lamousse, sénateur.

Vice-Président M. Henry Berger, député.

Ensuite, MM. Chauvin, sénateur, et Capelle, député, ont été nommés rapporteurs.

Après un court exposé préalable des deux rapporteurs, qui ont constaté la convergence des préoccupations des deux Assemblées, la commission est passée à l'examen des articles encore en discussion.

En fait, seuls les articles premier, premier *bis*, 2, 3, 3 *bis*, 5 *quater* et 11 posaient des questions de fond.

Sur les articles 4, 4 *bis*, 5, 6, 9 et 10, la rédaction des deux Assemblées ne différait que sur la terminologie.

Après une large discussion, la commission a adopté le texte commun qui figure à la suite du tableau comparatif ci-après :

TABLEAU COMPARATIF

Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en deuxième lecture.

Article premier.

L'éducation permanente constitue une obligation nationale.

Elle a pour objet de dispenser les connaissances de base et les éléments d'une culture générale incluant les données scientifiques et techniques, et de préparer à une qualification susceptible d'être perfectionnée ou modifiée au cours de la vie professionnelle.

Ces objectifs sont poursuivis en tenant compte des exigences du progrès social et du développement économique.

Article premier bis.

Supprimé.

Art. 2.

A partir du cycle moyen, les établissements d'enseignement ainsi que les services et organismes publics compétents doivent mettre à la disposition des enseignants, des élèves, des étudiants et des familles toute documentation utile sur les diverses voies de l'enseignement et sur les professions comme sur les perspectives scientifiques, techniques et économiques dont dépend l'évolution de l'emploi.

Cette documentation est élaborée, mise à la disposition et diffusée, notamment par les organismes qui ont mission d'information, d'éducation ou d'orientation.

Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture.

Article premier.

L'éducation est permanente et constitue une obligation nationale. Elle a pour objet d'assurer à toutes les époques de sa vie, la formation et le développement de l'homme, de lui permettre d'acquérir les connaissances et l'ensemble des aptitudes intellectuelles ou manuelles qui concourent à son épanouissement comme au progrès culturel, économique et social.

Article premier bis.

Les enseignements scolaires et universitaires ont pour objet de dispenser les connaissances de base et les éléments d'une culture générale incluant les données scientifiques et techniques, et de préparer à une qualification susceptible d'être perfectionnée ou modifiée au cours de la vie professionnelle.

Art. 2.

Les établissements d'enseignement, ainsi que les services...

Alinéa sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en deuxième lecture.**

Elle est destinée à faciliter le choix d'une voie et d'une méthode d'éducation comme celui d'un avenir professionnel ; elle constitue un des éléments de l'orientation scolaire et professionnelle.

Art. 3.

La formation dispensée à tous les élèves du cycle moyen comprend *obligatoirement* une initiation économique et une initiation technologique.

Art. 3 bis.

Les enseignements technologiques sont constitués par l'ensemble des moyens destinés à assurer la formation professionnelle initiale et la formation continue dans les différents domaines de l'économie.

Art. 4.

L'enseignement technologique doit permettre à ceux qui le suivent l'entrée dans la vie professionnelle à tous les niveaux de qualification et leur faciliter l'accès à des formations ultérieures.

Des dispositions spéciales seront prises pour les enfants handicapés.

Cet enseignement assure un ensemble de formations pouvant s'étendre de la troisième année du cycle moyen jusqu'à l'enseignement supérieur, inclus.

Ces formations comportent un stage d'initiation ou d'application en milieu professionnel. Ce stage fera l'objet d'un contrat entre l'établissement d'enseignement et l'entreprise.

Les méthodes de l'enseignement technologique peuvent comporter un enseignement à temps plein, alterné ou simultané.

Art. 4 bis.

Les établissements ou sections d'enseignement technologique dispensant une formation à temps plein ont aussi la res-

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture.**

Alinéa sans modification.

Art. 3.

Les connaissances de base dispensées à tous les élèves du second degré comprennent des disciplines technologiques et une initiation à la vie économique et sociale.

Art. 3 bis.

Supprimé.

Art. 4.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Cet enseignement assure un ensemble de formations pouvant s'étendre de la troisième année de l'enseignement du second degré jusqu'à l'enseignement supérieur, inclus.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Art. 4 bis.

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en deuxième lecture.**

responsabilité d'assurer, en liaison avec les milieux professionnels, l'apprentissage selon les termes de la loi n° du et la formation professionnelle continue selon les termes de la loi n° du

Art. 5.

Les titres ou diplômes de l'enseignement technologique sont acquis par les voies scolaires et universitaires, par l'apprentissage ou la formation professionnelle continue.

La pédagogie et le contrôle des aptitudes et de l'acquisition des connaissances pourront différer selon les caractéristiques spécifiques de chacune de ces voies.

Les titres ou diplômes de l'enseignement technologique peuvent porter mention que leurs titulaires ont subi ultérieurement, avec succès, des épreuves consacrant l'actualisation de leurs connaissances.

Ces titres ou diplômes sont inscrits sur une liste d'homologation ; cette inscription est de droit s'ils sont délivrés par le Ministre de l'Education nationale.

Ceux des titres ou diplômes qui sanctionnent une formation professionnelle dispensée dans des établissements qui ne sont pas placés sous le contrôle du Ministre de l'Education nationale sont inscrits dans des conditions fixées par décret sur la liste d'homologation prévue à l'alinéa précédent.

Art. 5 quater.

Supprimé.

Art. 6.

Un certificat qualifié « crédit d'enseignement » peut être attribué aux titulaires des titres et diplômes d'enseignement technologique en vue de leur donner la possibilité de reprendre des études

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture.**

... de la loi n° du et l'éducation professionnelle permanente selon les termes de...

Art. 5.

... par l'apprentissage ou l'éducation permanente.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Art. 5 quater.

La possession d'un diplôme de l'enseignement technologique peut être exigée pour l'accès à certains emplois publics ou la poursuite de certaines études.

Art. 6.

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en deuxième lecture.**

d'un niveau supérieur, en bénéficiant des dispositions prévues par la loi n° du sur la formation professionnelle continue en ce qui concerne les stages dits de « promotion professionnelle ».

Art. 9.

Aux niveaux régional et départemental, cette concertation est réalisée au sein des comités régionaux et départementaux créés en application de l'article de la loi n° du sur la formation professionnelle continue ainsi que, pour les formations assurées par les établissements d'enseignement supérieur, dans le cadre des Conseils régionaux de l'enseignement supérieur et de la recherche institués par la loi d'orientation de l'enseignement supérieur n° 68-978 du 12 novembre 1968.

Art. 10.

Les comités départementaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi sont notamment appelés à donner leur avis sur les demandes de reconnaissance par l'Etat présentées par les établissements privés de l'enseignement technologique et professionnel (commercial, industriel ou agricole). Ces comités sont substitués, dans des conditions déterminées par décret, aux comités départementaux de l'enseignement technique, institués par l'article 9 du Code de l'enseignement technique, aux comités départementaux de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles institués en application de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 et aux commissions départementales de l'emploi.

Les attributions juridictionnelles de ces comités sont exercées par des sections spécialisées, présidées par un représentant de l'administration et composées d'un nombre égal, d'une part, de représentants des enseignants publics et privés, d'autre part, des organismes et des organisations professionnels d'employeurs et de salariés et, en troisième lieu, de représentants de l'administration.

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture.**

... la loi n° du sur l'éducation professionnelle permanente en ce qui concerne..

Art. 9.

... la loi n° du sur l'éducation professionnelle permanente ainsi que, pour les formations...

Art. 10.

Les comités départementaux de l'éducation professionnelle permanente et de l'emploi sont...

Alinéa sans modification.

.....

**Texte adopté par l'Assemblée Nationale
en deuxième lecture.**

Art. 11.

Les fonctionnaires des corps enseignants des établissements d'enseignement technologique sont, pour les enseignements généraux de même niveau, recrutés et formés dans les mêmes conditions que les professeurs appelés à dispenser ces enseignements dans les établissements d'enseignement classique et moderne.

Ceux des disciplines technologiques sont recrutés en fonction d'exigences de formation et de pratique professionnelles antérieures.

Les uns et les autres, après recrutement, reçoivent une formation soit dans les mêmes établissements, soit dans des établissements spécialisés de formation des maîtres.

Ils sont appelés à accomplir des stages en milieu professionnel.

**Texte adopté par le Sénat
en deuxième lecture.**

Art. 11.

... recrutés et formés dans des conditions analogues à celles qui sont retenues pour les professeurs appelés à dispenser...

Alinéa sans modification.

Ils doivent posséder une qualification correspondant à celle des maîtres de l'enseignement général de même niveau.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

.....

.....

TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Article premier.

L'éducation permanente constitue une obligation nationale. Elle a pour objet d'assurer, à toutes les époques de sa vie, la formation et le développement de l'homme, de lui permettre d'acquies les connaissances et l'ensemble des aptitudes intellectuelles ou manuelles qui concourent à son épanouissement comme au progrès culturel, économique et social.

Article premier bis.

Les enseignements scolaires et universitaires ont pour objet de dispenser les connaissances de base et les éléments d'une culture générale incluant les données scientifiques et techniques, de préparer à une qualification et de concourir à son perfectionnement et à son adaptation au cours de la vie professionnelle.

Art. 2.

Dans tous les établissements d'enseignement, les services et organismes publics compétents doivent mettre à la disposition des enseignants, des élèves, des étudiants et des familles toute documentation utile sur les diverses voies de l'enseignement et sur les professions, comme sur les perspectives scientifiques, techniques et économiques dont dépend l'évolution de l'emploi.

Cette documentation est élaborée, mise à la disposition et diffusée, notamment, par les organismes qui ont mission d'information, d'éducation et d'orientation.

Elle est destinée à faciliter le choix d'une voie et d'une méthode d'éducation, comme celui d'un avenir professionnel ; elle constitue un des éléments de l'orientation scolaire et professionnelle.

Art. 3.

La formation dispensée à tous les élèves du cycle moyen comprend obligatoirement une initiation économique et sociale et une initiation technologique.

Art. 3 bis.

Texte Assemblée Nationale.

Art. 4.

Texte Assemblée Nationale.

Art. 4 bis.

Texte Assemblée Nationale.

Art. 5.

Texte Assemblée Nationale.

.....

Art. 5 quater.

Texte Sénat.

.....

Art. 6.

Texte Assemblée Nationale.

.....

Art. 9.

Texte Assemblée Nationale.

Art. 10.

Texte Assemblée Nationale.

.....

Art. 11.

Les fonctionnaires des corps enseignants des établissements d'enseignement technologique sont, pour les enseignements généraux du même niveau, recrutés et formés dans les mêmes conditions que les professeurs appelés à dispenser ces enseignements dans les établissements d'enseignement classique et moderne.

Ceux des disciplines technologiques sont recrutés en fonction d'exigences de formation et de pratique professionnelles antérieures.

Ils doivent posséder une qualification correspondant à celle des maîtres de l'enseignement général de même niveau.

Les uns et les autres, après recrutement, reçoivent une formation soit dans les mêmes établissements, soit dans des établissements spécialisés de formation des maîtres.

Ils sont appelés à accomplir des stages en milieu professionnel.

.....